

Discours du Président de la région Bretagne

Session du Conseil régional de Bretagne

Février 2026

Seul le prononcé fait foi

Bretonnes,

Bretons,

Cher.es ami.es,

Cher.es collègues,

Nous ouvrons aujourd'hui une nouvelle session budgétaire, la cinquième de la mandature. L'adoption d'un budget n'est jamais un acte anodin. Et c'est encore plus vrai dans la période actuelle, marquée par des difficultés à adopter les lois de finances successives, inédites dans la cinquième République. A sa mesure, et pour la Bretagne, notre session budgétaire engage elle-aussi des choix, des priorités, et au fond, traduit une certaine idée de la démocratie et de l'action publique.

Permettez-moi d'abord d'énoncer une évidence qui, pourtant, mérite d'être rappelée avec force : le débat budgétaire, et les choix que nous y assumons, constituent un acte profondément démocratique. Les décisions qui y sont prises sont le fruit d'un mandat qui nous a été confié par les Bretonnes et les Bretons. Nous agissons donc en leur nom, guidés par une seule boussole : améliorer concrètement leur vie quotidienne. Cela passe notamment par l'ensemble des politiques qui relèvent de nos compétences, entendues dans leur acceptation la plus large : par les transports, la formation, les

lycées, l'accès aux services publics, l'égalité entre les femmes et les hommes, la cohésion entre les territoires.

Alors que les discours populistes détournent la notion même de démocratie pour justifier des postures extrémistes, voire violentes, notre responsabilité est claire : rappeler que la démocratie, ce n'est ni l'instantané, ni l'émotion, ni la relativité absolue. La démocratie, c'est la délibération, le choix éclairé, l'arbitrage et la responsabilité. C'est faire des choix au nom de l'intérêt général, avec les citoyens, au nom des citoyens, et pour eux.

Je tiens à le rappeler parce que ce débat budgétaire s'inscrit dans un moment qui se caractérise par sa gravité et le sentiment d'un basculement. Un moment où la répétition des approximations, des exagérations, des mensonges et des contre-vérités, se démultiplient comme des fractales, au point de nous faire apercevoir une ère de la post-vérité, avec son cortège de conséquences anxiogènes. Nous sommes dans un moment où certains préfèrent les slogans aux faits, les procès d'intention aux chiffres et attisent les colères plutôt que de faire face à la réalité. Qu'il s'agisse de la place que la pêche et l'agriculture sont appelées à occuper dans notre société, en promouvant des visions caricaturales et clivantes. Mais aussi de la dépense publique, dont on oublie trop souvent qu'elle ne se résume pas à des dépenses, à des coûts, alors qu'elle contribue aussi et surtout à conforter nos actifs communs, matériels comme immatériels, et donc notre prospérité collective. Je pourrais également mentionner les vents mauvais qu'affrontent les projets industriels en faveur des énergies renouvelables, notamment des énergies marines, quand certains semblent frappés d'amnésie au regard des réglementations strictes qui les encadrent, et de la

longue séquence de concertation avec les élus et la société civile, avant la publication de l'appel d'offre. Et ce ne sont là que quelques sujets parmi tant d'autres qui font l'objet en ce moment de fantasmes et de contre-vérités. Je ne m'y résous pas. Au contraire, je combats cette dérive de l'engagement politique et du débat d'idées.

Ma ligne est claire et assumée, et vaut aussi pour la construction budgétaire, qui ne se résume pas à des chiffres dans un tableau Excel : nous devons agir en nous appuyant sur la raison, les sciences, sur les données objectives et les chiffres, sur la réalité du terrain. Asseoir le débat et l'action publique sur des analyses rationnelles et des données fiables, sans rien renoncer aux convictions, aux valeurs et aux idéaux. C'est cela, la responsabilité politique.

Cette session budgétaire s'inscrit aussi dans un changement profond de méthode. Nous ne sommes plus dans un monde où l'on vote un budget qui viendrait ensuite se dérouler mécaniquement pendant douze mois.

Nous devons naviguer en contexte d'incertitudes, ce qui implique plus que jamais d'agir en responsabilité, avec réactivité et agilité. Le budget régional devient un cadre vivant, que nous devons ajuster mois après mois, en fonction d'un contexte national et international instable, et particulièrement en fonction des épisodes tourmentés qui secouent la construction du budget de la Nation.

Soyons clairs : ajuster, suspendre ou réviser le calendrier de certaines actions de nos politiques publiques ne signifie pas qu'elles étaient mauvaises, inutiles ou qu'elles sont disqualifiées. Cela signifie en revanche que nous n'avons pas d'autre choix... que de choisir. Donc d'assumer des mesures d'économies, qui sont la contrepartie des actions que nous

souhaitons préserver ou engager. Car il n'y a pas de « cagnotte » qui découlerait de la dernière loi de finances. Pas de trésor caché dans le budget de la Région, contrairement à ce que certains voudraient croire ou faire croire. Et nos marges demeurent contraintes.

Vous serez amenés lors de cette session à vous prononcer sur un budget qui prévoit dès à présent 27 millions d'euros d'économies en fonctionnement, sur les 40 millions prévus, avant même de disposer d'un budget national entièrement stabilisé. Je l'assume. Nous avons préparé ce budget dans l'incertitude, une nouvelle fois. Il est évident donc qu'il devra continuer à s'adapter en cours d'année, au gré des annonces du gouvernement. Cela n'en fait pas un budget insincère. Simplement, c'est un budget né dans la tempête de la dernière loi de finances, ancré dans la réalité et dans la complexité.

Mais notre objectif lui, ne souffre d'aucune incertitude et il est non négociable : nous devons préserver notre capacité d'autofinancement, protéger notre capacité d'épargne, et garantir la solidité financière de la Région Bretagne.

Car nous sommes dans un moment charnière où se croisent l'urgence écologique, les bouleversements technologiques et la place que nous voulons donner à l'humain.

La Bretagne est pleinement engagée dans la transition écologique : protection de la biodiversité, adaptation au changement climatique, transition énergétique. Non pas par dogme, mais parce que c'est le seul

chemin pour continuer de protéger les plus vulnérables, nos emplois et le futur de nos enfants. Pour regagner notre indépendance et préserver nos libertés aussi. A l'heure où certains balaient d'un revers de la main la question environnementale, je répète qu'il faut lui donner la priorité. Ceux qui pensent que c'est une perte de temps se trompent, car la planète n'attendra pas. Il faut construire un véritable projet de société autour de l'urgence écologique.

La Bretagne est aussi une région d'innovation, tournée vers le numérique, la recherche, la cybersécurité. Mais le progrès technologique n'a de sens que s'il sert l'humain. Et cette conviction doit aussi rester au centre de nos choix budgétaires.

Notre budget dépasse les 2 milliards d'euros cette année. J'ai souhaité qu'il soit marqué par un effort d'investissement sans précédent pour préparer l'avenir et la vie future des Bretons : déploiement intégral de la fibre optique, modernisation des ports, investissements dans les lycées, dans le ferroviaire, dans les mobilités du quotidien.

Cet effort est considérable. Il est pleinement assumé et je le redis, il est nécessaire et il est *stratégique* pour la Bretagne, au plein sens du terme.

D'un autre côté, comme les décisions de l'État et le contexte budgétaire national nous imposent une maîtrise rigoureuse des dépenses de fonctionnement, nous avons fait des choix exigeants, difficiles, pour réduire, optimiser, prioriser. Pas de gaieté de cœur, je peux vous l'assurer. Et j'entends les inquiétudes qui naissent de ces décisions.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : chaque euro dépensé, investi, doit avoir une utilité tangible pour les Bretonnes et les Bretons.

Cela se traduit concrètement. Nous mettons plus de trains et de cars non pas pour imposer une contrainte, mais parce que la demande est réelle, parce que les citoyens en ont besoin. Car en Bretagne, l'année dernière, la fréquentation de nos cars et TER a augmenté 6 fois plus vite que la population ! Nous favorisons une alimentation locale et bio dans les cantines scolaires, parce que nous voulons que nos enfants mangent bien. Nous préservons les aides aux agriculteurs, aux professionnels de la mer car ils sont au cœur de notre économie régionale et des défis de notre Région. Nous préservons les aides aux entreprises, car à travers elles, ce sont les emplois que nous aidons et préservons.

Je n'oublie pas que derrière chaque ligne budgétaire, il y a des visages, des parcours, les vies des Bretonnes, des Bretons et de leurs familles. Et si nos concitoyens ne perçoivent pas ces améliorations concrètes, alors d'autres prospéreront sur la frustration et la promesse de solutions faciles. Mais soyons sérieux, elles sont au mieux fantaisistes, irréalistes voire dangereuses.

Ce budget suscite des interrogations, des critiques, et je l'entends, je suis à l'écoute. Mais on ne peut pas, dans la situation particulière dans laquelle nous nous trouvons, et avec les contraintes budgétaires qui sont les nôtres, ne pas réinterroger l'action régionale, quand certains dispositifs sont restés inchangés depuis plus de 20 ans. Nous le ferons bien évidemment dans le dialogue. Car dans ce moment d'urgence et de coupes, nous devons faire des choix avec beaucoup de précautions, pour défendre la robustesse de la collectivité et la qualité de vie des Bretonnes et des Bretons. Aux syndicats et au tissu associatif, je redis mon attachement indéfectible au dialogue

social et à la société civile dans ce moment. Je les défends bec et ongles, tandis que depuis les bancs LR du Sénat, on propose de supprimer les CESER, ou dans les rangs RN, on demande carrément la fin des conseils régionaux ! Est-ce que ce sont ces alternatives que l'on veut pour notre hémicycle, pour la Bretagne ?

Je veux aussi rappeler un point essentiel : je tiens à l'universalisme de l'action publique. La Région Bretagne ne peut pas résumer son action à la défense d'une seule partie ou d'une autre de la société. C'est précisément parce que nous assumons nos identités et nos valeurs, que nous refusons les logiques de repli ou de segmentation. L'universalisme n'est pas contradictoire avec nos convictions : il en est le prolongement.

Enfin, je veux dire un mot du dialogue avec nos partenaires. Oui, certaines décisions sont difficiles. Oui, certaines structures voient déjà leurs soutiens évoluer. Mais je redis que nos arbitrages sont clairs et guidés par un objectif lisible : préserver en priorité les aides directement versées aux bénéficiaires. Et cela implique de faire porter une part de nos efforts budgétaires sur les structures intermédiaires, même si nous en connaissons l'importance.

Le conseil régional prend aussi sa part en assumant des arbitrages difficiles, et je tiens à saluer dans cet hémicycle, l'engagement et le professionnalisme de tous les agents de la collectivité, depuis les services de plonge des lycées aux services techniques des canaux, depuis les services instructeurs des dossiers agricoles et de pêche aux services financiers de la Région.

Ils sont le visage du service public et nous leur redisons notre confiance.

Nos choix sont démocratiques. Ils sont transparents. Ils sont assumés. Et nous les expliquerons, sans détour, et dans le respect de chacun de nos partenaires.

Je l'ai déjà dit à cette tribune. On fait avec ce qu'on a. Mais nous préservons l'essentiel. Nous investissons pour l'avenir. Nous protégeons les services publics clés. Nous maintenons une Bretagne robuste, solidaire et tournée vers demain.

Dans cette époque troublée, la Bretagne tient bon. Et elle le fait en restant fidèle à elle-même, c'est-à-dire à une démocratie exigeante, rationnelle et profondément humaine.

Je vous remercie.